

Séance spéciale du 18 novembre 2002

Le Conseil de la Ville de Lévis siège en séance spéciale ce dix-huitième jour du mois de novembre deux mille deux à dix-huit heures dix, à la salle du conseil de l'hôtel de ville, 2175, chemin du Fleuve, Saint-Romuald (Lévis).

Sont présents : les membres du Conseil Lise Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard formant quorum sous la présidence du maire Jean Garon.

Est absent : le membre du Conseil Jean-Claude Bouchard.

Assistent à la séance: Sabin Tremblay, directeur général adjoint et Danielle Bilodeau, greffière.

CV-2002-07-35

Période de questions

Environ dix personnes assistent à la séance. Aucune d'entre elles ne prend la parole.

CV-2002-07-36

Approbation du règlement 81 de la Société de transport de Lévis décrétant un emprunt et une dépense de 898 347 \$ pour l'achat de dix autobus usagés, modèle MC1, Classic, année 1990

Attendu que la *Loi sur les sociétés de transport en commun* prévoit que les emprunts de la Société de transport de Lévis doivent être approuvés par le Conseil de la Ville ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'approuver le règlement 81 de la Société de transport de Lévis décrétant un emprunt et une dépense de 898 347 \$ pour l'achat de dix autobus usagés, modèle MC1, Classic, année 1990.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-37

Projet de relocalisation de l'antenne ferroviaire de la Coopérative fédérée dans le Parc industriel de Saint-Romuald Réf. : DG-2002-025

Attendu que la compagnie R.B. Tek inc., filiale de Teknion Québec, désire mettre de l'avant un projet d'investissement majeur de son usine située dans le parc industriel du secteur Saint-Romuald;

Attendu que la réalisation de ce projet nécessite la relocalisation de la voie ferrée du Canadien national qui ceinture l'usine et conduit aux installations de la Coopérative fédérée ;

Attendu que la compagnie Teknion Québec sollicite la Ville pour assurer la prise en charge de ce projet estimé à 750 000 \$;

Attendu que ce projet est admissible à des programmes de subventions ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-77 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

- ? d'accepter en principe le projet de relocalisation de l'antenne ferroviaire de la Coopérative fédérée demandée par Teknion Québec, à la condition de recevoir les subventions requises et l'aide financière du milieu pour réaliser ce projet ;
- ? d'autoriser le Maire à demander des subventions auprès de Transports Québec, Transport Canada, Développement économique Canada et tout autre organisme responsable de la gestion des programmes de subventions pour lequel ce projet serait admissible ;
- ? d'autoriser le Chef du Service du génie à présenter les demandes de subventions administratives ;
- ? de mandater le Service du génie pour assurer la supervision de ce projet, en collaboration avec le Commissaire industriel.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-38

Dépôt de la liste des contrats accompagnant le rapport du Maire sur la situation financière

La liste des contrats comportant une dépense de plus de 25 000 \$, telle que préparée par le Trésorier, est déposée.

CV-2002-07-39

Publication du texte du rapport du Maire sur la situation financière de la Ville Réf. : COM-2002-017

Attendu qu'il est plus économique de publier le texte du rapport du Maire sur la situation financière de la Ville dans le Peuple Lévis que de le distribuer à chaque adresse civique du territoire ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Alain Lemaire
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De décréter que le texte du rapport du Maire sur la situation financière de la Ville soit publié dans le journal Le Peuple Lévis, conformément à l'article 474.1 de la *Loi sur les cités et villes*.

Choix des sites pour les projets d'implantation des logements sociaux dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation et demandes de subvention

Réf. : DAT-DET-2002-026

Attendu que le Conseil de la Ville avait donné son aval pour l'implantation de 320 unités de logements sociaux sur son territoire impliquant un investissement de l'ordre de 2 640 000 \$ dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation, Accès-Logis et Logements abordables ;

Attendu qu'un inventaire des sites potentiels pour l'implantation de ces logements a été réalisé par le Service du développement du territoire en collaboration avec le Groupe de recherche technique de Lévis et l'Office municipal d'habitation de Lévis ;

Attendu que ce projet est admissible entre autres aux programmes de subventions Renouveau urbain et Renouveau municipal ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-78 ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon

Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

? d'accepter les sites suivants pour réaliser en principe les projets d'implantation de 350 unités de logements sociaux dans le cadre du programme AGIR, volet Habitation, tels qu'énumérés à la fiche de prise de décision DAT-DET-2002-026, au lieu des 320 unités de logements prévues à la résolution CV-2002-00-67 « Subventions – Programmes relatifs aux logements sociaux et à la rénovation » et d'entreprendre les démarches pour procéder à leur acquisition dont le coût ne devra toutefois pas dépasser leur valeur marchande :

- ? secteur Saint-Rédempteur, 1^e Avenue, coin Bellerive et Bellevue, lot 2 284 850, matricule 4473-66-5248 ;
- ? secteur Saint-Étienne-de-Lauzon, rue des Plaines, lot 167-12-1-P, matricule 4468-21-8530 ;
- ? secteur Saint-Romuald, rue St-Jacques, lots 2 156 554 et 2 156 916, matricule 4479-94-1443 ;
- ? secteur Saint-Romuald, rue de l'Église, lot 2 156 112, matricule 4879-47-7826 ;
- ? secteur Charny, rue Albert-Demers, une partie du lot 2 158 292, matricule 4575-96-2573 ;
- ? secteur Saint-Jean-Chrystome, rue des Lilas, lots 197-P et 152-P, matricules 5076-80-3303 et 5076-37-8480 ;
- ? secteur Saint-Jean Chrysostome, rue Commerciale (Labon), lots 188-P, 188-1, 188-208, 189, 190 et 192-7, matricule 5175-46-4238 ;
- ? secteur Saint-Jean-Chrysostome, rue Saint-Paul (Le Havre), lots 186-49-2 et 186-178-p, matricule 5175-54-9865 ;
- ? secteur Lévis (Saint-David), rue Hallé (garage municipal), lots 2 219 108 et 2 219 107, matricule 5181-89-3828, à la condition de destiner les logements aux familles seulement ;
- ? secteur Lévis, rue Pie X, lots 51-17, 51-40 et 52-8, matricule 5283-79-2323 ;
- ? secteur Lévis (Lauzon), rue Saint-Marcel, lots 154-A-P, 155, 156, 158-P, 160-A-P, 161-B-P, 161-C-P et 161-C-7, matricule 5587-24-6587, à la condition de destiner plus de logements aux familles ;
- ? secteur Pintendre, rue Félix-Leclerc, lots 2 061 730, 2 061 731, 2 061 732, 2 061 733, 2 061 734 et 2 061 735, matricules 5680-66-0228, 5680-66-0800, 5680-66-1415, 5680-66-1911, 5680-66-2406 et 5680-65-2098 ;
- ? à titre de terrains alternatifs, secteur Saint-Jean-Chrysostome, rue des Lilas, lot 199-P (2 terrains) ;

- ? d'autoriser le Maire à présenter des demandes de subvention dans le cadre des programmes Renouveau urbain et Renouveau municipal ou de tout autre programme de subvention pour lesquels ces projets seraient admissibles et d'accepter de contribuer financièrement à la réalisation de ce projet selon les conditions des programmes applicables ;
- ? d'autoriser le Chef du Service du développement du territoire à présenter les demandes de subvention administratives.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-41

Vente du lot 2 296 016 du cadastre du Québec (rue Émile-Nelligan, secteur Pintendre) à Les Constructions S.P.R. Pouliot inc.

Réf. : DAT-DET-2002-027

Attendu qu'une offre d'achat au montant de 37 700 \$, plus taxes, a été déposée par les Constructions S.P.R. Pouliot inc. pour le lot 2 296 016 du cadastre du Québec (rue Émile-Nelligan, secteur Pintendre);

Attendu que la valeur réelle de ce lot est établie à 37 700 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-80 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

De vendre le lot 2 296 016 du cadastre du Québec à les Constructions S.P.R. Pouliot inc. au montant de 37 700 \$, plus taxes, les frais relatifs à cette transaction à être assumés par l'acquéreur et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer l'acte de vente.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-42

Vente du lot 2 296 042 du cadastre du Québec (rue Pierre-Mercure, secteur Pintendre) à S.P.R. Pouliot inc.

Réf. : DAT-DET-2002-020

Attendu qu'une offre d'achat au montant de 19 800 \$, plus taxes, a été déposée par les Constructions S.P.R. Pouliot inc. pour le lot 2 296 042 du cadastre du Québec (rue Pierre-Mercure, secteur Pintendre);

Attendu que la valeur réelle de ce lot est établie à 19 800 \$;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-06 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Jeannot Demers

Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accepter l'offre d'achat de S.P.R. Pouliot inc. datée du 1^{er} octobre 2002 et de vendre directement à ses clients Josette Gaboury et Guy Lamontagne, le lot 2 296 042 du cadastre du Québec pour la somme de 19 800 \$, plus taxes, les frais relatifs à cette transaction à être supportés par l'acheteur et d'autoriser le Maire et la Greffière à signer un contrat à cet effet.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-43

Transport de la neige dans le secteur Saint-Romuald Réf. : RE-TP-2002-009

Attendu que l'ex-Ville de Saint-Romuald adoptait à l'hiver 1999-2000, une carte représentant le parcours du transport de la neige préconisé sur son territoire ;

Attendu que la Ville entend maintenir cette pratique pour la prochaine saison hivernale ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-59 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accepter la carte annexée à la fiche de prise de décision RE-TP-2002-009 représentant le transport de la neige effectué au cours de la saison 1999-2000 dans l'ex-Ville de Saint-Romuald, pour effectuer le transport de la neige dans ce secteur au cours de la saison 2002-2003 et d'autoriser le transport de la neige aux endroits où il n'y aura plus d'espace pour entreposer la neige provenant de la rue.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, André Hamel, Philippe Laberge, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Pierre Gagné.

Adoptée à la majorité

CV-2002-07-44

Disposition du garage municipal de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon Réf. : RE-BI-2002-002

Attendu que le garage municipal de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon est actuellement désaffecté dû à des problèmes de structure du bâtiment rendant son utilisation dangereuse ;

Attendu que ce bâtiment n'est pas requis pour les opérations de la Direction des réseaux et équipements ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-60 ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli
Appuyé par la conseillère Anne Ladouceur

D'autoriser la Direction du service de la sécurité incendie à procéder à des exercices pratiques sur le garage municipal de l'ex-Municipalité de Saint-Étienne-de-Lauzon et à le brûler à titre d'exercice de contrôle des incendies.

Le Maire appelle le vote.

Ont voté en faveur : les membres du Conseil Lise-Brochu-Asselin, Béatrice Demers, Isabelle Demers, Anne Ladouceur, Danielle Roy Marinelli, Pierre Brochu, Jeannot Demers, Pierre Gagné, André Hamel, Gilles Lehouillier, Alain Lemaire, Jocelyn Olivier et Marc Picard ainsi que le maire Jean Garon.

A voté contre : le membre du Conseil Philippe Laberge.

Adoptée à la majorité

CV-2002-07-45

Subventions à des organismes de la communauté Réf. : DVC-ART-2002-004

Attendu que la Ville reconnaît près de 350 organismes partenaires qui proviennent des ex-villes fusionnées;

Attendu que ce partenariat comporte du soutien et des services et, pour certains organismes, une assistance financière;

Attendu que la Ville ne dispose pas, pour l'instant, d'une nouvelle politique de reconnaissance et de soutien aux organismes;

Attendu que certains de ces organismes ont besoin d'une aide financière pour rencontrer leurs obligations;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-84 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Pierre Brochu
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

De verser les subventions suivantes :

- ? 44 125 \$ à Diffusion culturelle de Lévis, mandataire de la diffusion des arts sur le territoire;
- ? 1 000 \$ à la Société d'Histoire régionale de Lévis, pour soutenir ses activités de conservation et d'interprétation du patrimoine.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-46

Tarification 2003 pour le programme aquatique Réf. : DVC-SPO-2002-005

Attendu que la Direction de la vie communautaire a soumis aux membres du Comité exécutif la tarification 2003 pour le programme aquatique;

Attendu que cette tarification tient compte du taux d’indexation du coût de la vie, de la diminution des ratios moniteurs/élèves, de l’augmentation des achats du matériel pédagogique et de l’harmonisation des taux de salaire du personnel aquatique;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-41, modifiée lors de la séance tenue le 12 novembre 2002 ;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D’accepter en principe les tarifs suivants pour les cours de natation pour l’année 2003 à être adoptés par règlement :

Cours de natation - Enfants (17 ans et moins)

Niveaux	Tarifs 2002	Tarifs 2003
AquaBambins 1 à 3	35,00\$	40,00\$
AquAventure 1 à 9	45,00\$	50,00\$
AquAventure 10 à 12	58,00\$	60,00\$
Cours privé AquAventure 1 et 2 à 1 enfant	101,00\$	105,00\$
Cours privé AquAventure 1 et 2 à 2 enfants	115,00\$	115,00\$
Cours privé AquAventure 3 à 6 à 1 enfant	158,00\$	160,00\$
Cours privé AquAventure 3 à 6 à 2 enfants	170,00\$	170,00\$
Aquaforme entraînement	42,00\$	45,00\$

Cours de natation - Adultes (18 ans et plus)

Niveaux	Tarifs 2002	Tarifs 2003
Aquaforme (Aînés, Aérobic aînés)	48,00\$	50,00\$
Aquaforme (Prénatal, Aérobic, Jogging, Tae boxe, Multi, Entraînement)	58,00\$	60,00\$
Aquaforme 2 fois semaine (Aérobic, Jogging)	90,00\$	100,00\$
Aquaforme 2 fois semaine (Aînés, Aérobic aînés)	-	90,00\$

Cours de formation

Niveaux	Tarifs 2002	Tarifs 2003
Médaille de bronze et ranimation junior	100,00\$	100,00\$
Croix de bronze et ranimation sénior	130,00\$	130,00\$
Sauveteur National option piscine	197,00\$	197,00\$
Aqualeader	142,00\$	142,00\$
Moniteur Croix-Rouge	233,00\$	233,00\$
Jeune Sauveteur	46,00\$	46,00\$

Adoptée à l’unanimité

Adoption et dispense de lecture – Règlement décrétant des travaux de construction d'un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt
Réf. : AGR-GRE-2002-003

Attendu que la dispense de lecture du règlement décrétant des travaux de construction d'un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-34;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller André Hamel
Appuyé par la conseillère Lise Brochu-Asselin

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-54 décrétant des travaux de construction d'un passage à niveau de même que des travaux de voirie sur la rue Charles-Rodrigue (secteur Lévis) ainsi qu'un emprunt et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-48

Adoption et dispense de lecture – Règlement concernant le régime de retraite des membres du Conseil
Réf. : FIN-2002-006

Attendu que la dispense de lecture du règlement concernant le régime de retraite des membres du Conseil a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-10-78;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par le conseiller Alain Lemaire

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-55 concernant le régime de retraite des membres du Conseil et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-49

Adoption et dispense de lecture – Règlement décrétant l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas)

Attendu que la dispense de lecture du règlement décrétant l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas) a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-08-71;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par la conseillère Béatrice Demers

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-56 décrétant l'ouverture des rues Simone-Monet-Chartrand et Germaine-Guèvremont (secteur Saint-Nicolas) et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-50

Adoption et dispense de lecture – Règlement décrétant des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église, phase II, (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt

Attendu que la dispense de lecture du règlement décrétant des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église, phase II, (secteur Saint-Jean-Chrysostome) ainsi qu'un emprunt a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-57 décrétant des travaux d'aménagement d'une aire de stationnement à la Place de l'Église, phase II, (secteur Saint-Jean-Chrysostome) et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-51

Adoption et dispense de lecture – Règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier de 2002

Réf : FIN-TRE-2002-003

Attendu que la dispense de lecture du règlement modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier de 2002 a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Anne Ladouceur
Appuyé par le conseiller Pierre Brochu

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-58 modifiant le règlement RV-2002-00-15 sur l'imposition des taxes, des surtaxes et des compensations pour l'exercice financier de 2002 et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-52

Adoption et dispense de lecture – Règlement concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance Réf. : AGR-AFJ-2002-057

Attendu que la dispense de lecture du règlement concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance a été demandée lors de la séance tenue le 11 novembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la recommandation du Comité exécutif, résolution CE-2002-11-81;

En conséquence,

Il est proposé par le conseiller Marc Picard
Appuyé par le conseiller André Hamel

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-59 concernant la création d'une réserve financière pour la constitution d'un fonds d'autoassurance et d'adopter ce règlement.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-53

Adoption et dispense de lecture – Règlement RV-2002-00-46 concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel (promoteurs) Réf. : DAT-DET-2002-028

Attendu que la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-46 concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel a été demandée lors de la séance tenue le 9 septembre 2002, que tous les membres du Conseil présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à la lecture de ce règlement;

Attendu la tenue des assemblées publiques de consultation les 2, 16 et 22 octobre 2002 au cours desquelles les citoyens présents ont fait des représentations pour modifier le projet de règlement ;

Attendu la recommandation du Comité exécutif à l'effet de modifier le projet de règlement afin de tenir compte des représentations faites lors des assemblées publiques de consultation ;

Attendu que le présent règlement contient les modifications suivantes par rapport au projet de règlement :

- la définition «infrastructures et équipements standards» est modifiée afin que la largeur standard du pavage soit de 10 mètres et que le diamètre standard de la conduite d'aqueduc soit de 150 millimètres ;
- la définition «surdimensionnement» est modifiée pour prévoir la possibilité qu'une conduite d'aqueduc de plus de 150 millimètres de diamètre ne soit pas considérée

comme étant un surdimensionnement lorsque cette conduite dessert uniquement le projet du promoteur ;

- l'article 6 « modalités sur le partage des coûts » est modifié pour prévoir que dans le cas où des travaux municipaux sont réalisés en front d'un immeuble utilisé ou propriété d'un organisme public ou parapublic autre que la Ville et que le propriétaire de cet immeuble est bénéficiaire des travaux, un partage du coût de réalisation des travaux est fait selon les bénéfices retirés des travaux. Dans le cas où le propriétaire de cet immeuble n'est pas bénéficiaire des travaux, la Ville assume 25% ou 50% du coût de la réalisation des travaux municipaux en front de l'immeuble selon que l'organisme public ou parapublic utilise ou est propriétaire d'un côté ou des deux côtés de la rue à construire ;
- l'article 12 « confection des plans et devis et surveillance » est modifié pour prévoir la possibilité pour un promoteur de mandater directement une firme conseil d'ingénierie choisie parmi celles inscrites sur une liste établie par la Ville pour la confection des plans, devis et surveillance des travaux et les laboratoires de sol et d'inspection des canalisations ;
- l'article 14 « garantie financière » est modifié pour préciser quelles sont les garanties exigées lorsque la Ville est maître d'œuvre et lesquelles sont exigées lorsque le promoteur est maître d'œuvre ;

En conséquence,

Il est proposé par la conseillère Danielle Roy Marinelli

Appuyé par la conseillère Isabelle Demers

D'accorder la dispense de lecture du règlement RV-2002-00-46 concernant les ententes relatives à des travaux municipaux pour un développement résidentiel et d'adopter ce règlement, avec les changements ci-haut mentionnés par rapport au projet de règlement adopté par la résolution CV-2002-05-57.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-54

Appui de la Ville de Lévis à la relance du chantier naval des Industries Davie inc. et à l'adoption d'une véritable politique maritime par le Gouvernement du Canada

Attendu que l'ensemble des intervenants socio-économiques locaux et régionaux consultés se sont prononcés en faveur de la relance du chantier naval des Industries Davie inc.;

Attendu que la relance du chantier des Industries Davie inc. passe par l'obtention de contrats transitoires de réparation, d'amélioration et de construction de navires et autres infrastructures maritimes connexes, telles que des plates-formes pétrolières et gazières, notamment, de façon à favoriser sa reprise par des intérêts privés;

Attendu que, tel qu'indiqué dans le rapport du Comité Tobin («Comité du projet de réforme de la politique maritime fédérale»), les représentants de l'industrie de la construction navale au pays ont recommandé de doter le Canada d'une véritable politique maritime, apte à consolider et à favoriser le développement d'une industrie porteuse au plan national, au même titre que les industries aéronautique, automobile et ferroviaire, par exemple;

Attendu qu'une grande majorité des pays industrialisés considèrent la construction navale comme un domaine d'activité stratégique et, à cette fin, ont mis de l'avant un certain

nombre d'incitatifs légaux, financiers ou fiscaux aptes à préserver le maintien de la capacité concurrentielle de leur industrie;

Attendu que la compétitivité des constructeurs navals canadiens est minée par les subventions et autres avantages financiers et barrières non tarifaires dont jouissent les chantiers navals étrangers, notamment aux États-Unis, où des mécanismes de financements (TITLE XI) et des dispositions légales (Jones Act) induisent, en faveur des chantiers navals américains, des pratiques déloyales pour les entreprises canadiennes et étrangères qui désirent y faire affaires;

Attendu qu'il est avéré que le potentiel de remplacement de la flotte maritime mondiale offre à terme des débouchés commerciaux de premier plan pour les chantiers navals canadiens ;

Attendu que le gouvernement du Québec, conscient des difficultés et enjeux auxquels sont présentement confrontés les Industries Davie inc., a mis de l'avant une série de mesures destinées à favoriser la relance et la revente du chantier à des intérêts privés, notamment en permettant à celui-ci de décrocher à brève échéance des contrats transitoires tel que celui de la compagnie Torch Offshore;

Attendu que ce Conseil reconnaît les capacités et le potentiel technologique de l'entreprise et de ses travailleurs de relever le défi auquel le chantier est présentement confronté;

Attendu la recommandation du Comité exécutif ;

En conséquence,

Il est proposé par le maire Jean Garon
Appuyé par le conseiller Gilles Lehouillier

- ✍ de réitérer tout le soutien que le Conseil de la Ville accorde au gouvernement du Québec en vue de permettre aux Industries Davie inc. de décrocher des contrats transitoires destinés à favoriser la relance du chantier et son rachat par des intérêts privés;
- ✍ d'appuyer toute démarche visant à doter le Canada d'une politique maritime apte à favoriser la consolidation et le développement de l'industrie de la construction navale au pays, considérant l'intérêt stratégique de cette dernière au plan national, son impact au plan économique et les capacités manufacturières et technologiques qui en découlent pour les entreprises et les collectivités canadiennes;
- ✍ d'acheminer copie de la présente résolution à Bernard Landry, premier ministre du Québec, Pauline Marois, vice-première ministre et ministre des Finances, de l'Économie et de la Recherche, Linda Goupil, députée de Lévis et ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches, Denise Carrier-Perreault, députée des Chutes-de-la-Chaudière, Richard Gauvin, président du Syndicat des travailleurs du chantier naval de Lauzon, Martin Létourneau, président de la Chambre de commerce de la Rive-Sud de Québec, Pierre Lapointe, président du Centre local de développement de Lévis, Antoine Dubé, député fédéral du comté de Lévis ainsi qu'au Premier Ministre du Canada, à Claude Drouin, ministre responsable de la région Chaudière-Appalaches et à tous les ministres fédéraux du Québec.

Adoptée à l'unanimité

CV-2002-07-55

Période d'intervention des membres du Conseil

Aucun membre du Conseil ne prend la parole.

CV-2002-07-56

Période de questions

Personne ne prend la parole.

CV-2002-07-57

Levée de la séance

Il est proposé par la conseillère Isabelle Demers
Appuyé par le conseiller Philippe Laberge

Que la séance soit levée à 19h00.

Adoptée à l'unanimité

Jean Garon, maire

Danielle Bilodeau, greffière